

# Un point de vue de la Banque mondiale

Joanna de Berry

**La Banque mondiale apporte des qualités distinctives au rôle qu'elle peut jouer pour faire avancer la transition de l'humanitaire au développement, et elle étend considérablement son engagement vis-à-vis du déplacement forcé.**

La valeur ajoutée de la Banque mondiale ne consiste pas à identifier et à répondre aux besoins en termes de protection ou d'assistance humanitaire à court terme des personnes déplacées, des priorités dont d'autres agences s'acquittent parfaitement. En tant qu'institution de développement, la Banque mondiale met l'accent sur la réponse aux impacts systémiques et à plus long terme du déplacement, et cherche à les résoudre dans

le cadre du contexte développemental plus global dans lequel s'inscrivent ces besoins.

Son implication actuelle comprend la préparation ou la mise en place du financement destiné à des projets qui s'occupent du déplacement et de son impact sur les communautés d'accueil en Azerbaïdjan, à Djibouti, en République démocratique du Congo (RDC), en Éthiopie, en Jordanie, au Liban, en Tanzanie, en Ouganda et en Zambie, ainsi



UNHCR/Nor Prickett

23 membres de la même famille vivent dans ce bâtiment communautaire dans le village turc de Kanati après avoir fui la ville syrienne de Kobani où elles habitaient, en 2015.

que l'examen et la révision de politiques de déplacement comme l'évaluation de nouvelles voies pour les systèmes de subventions destinées aux PDI en Géorgie.<sup>1</sup> La Banque mondiale s'implique également dans une gamme étendue de travaux analytiques visant, par exemple, à délimiter les besoins de développement des personnes déplacées à travers l'ensemble de la région des Grands Lacs<sup>2</sup> et de la Corne de l'Afrique<sup>3</sup>, ou à établir le profil de pauvreté des réfugiés syriens au Liban et en Jordanie<sup>4</sup> ou celui des déplacés maliens en Afrique de l'Ouest.<sup>5</sup>

### Identifier une nouvelle série de besoins

En Tanzanie, la capacité qu'avaient les ex-réfugiés prolongés du Burundi de subvenir à leurs besoins par le biais de leur production agricole est maintenant gravement mise en péril par l'isolation géographique de leurs sites d'installation et le manque d'accès vers des marchés extérieurs. Dans ce cas précis, il est nécessaire de travailler avec le gouvernement afin d'ouvrir un accès vers les marchés par le biais d'une amélioration de l'infrastructure permettant de connecter ces sites à l'ensemble de la région.

En Turquie, l'un des défis les plus importants concernant la présence des réfugiés syriens – à l'origine d'un certain ressentiment de la part des familles turques locales – concerne la hausse massive des loyers liée à la demande croissante de logements locatifs par les réfugiés syriens, combinée à un marché du logement déjà limité

et à un retard estimé à environ neuf ans de l'offre à l'échelon inférieur de l'échelle locative.<sup>6</sup> Dans ce cas, il est nécessaire d'explorer en collaboration avec le gouvernement turque les options qui permettrait de répondre aux besoins en logement des réfugiés – sous la forme par exemple de bons et d'allocations de logement – sans créer une distorsion du marché locatif pour les familles turques qui habitent dans cette zone.

En Géorgie, 45 % de toutes les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) vivent en dessous

du niveau de pauvreté national, comparé à 41 % pour les résidents non déplacés. C'est cependant la source de ces revenus qui constitue la différence la plus importante puisque les PDI dépendent pour 37 % de leur revenu familial de subventions face à seulement 26 % dans le cas des autres résidents. Dans la mesure où ces chiffres sont liés à une incapacité de gagner de l'argent grâce à la production agricole par manque d'accès à la terre, la Banque mondiale travaille en collaboration avec le gouvernement et cherche à piloter des moyens qui permettraient d'augmenter l'accès à la terre des PDI par l'instauration de contrats de location, une approche qui tente de résoudre de manière créative les contraintes qui frappent les PDI, incapables de se voir attribuer des terres grâce à des titres de propriété formels.<sup>7</sup>

### L'application d'une gamme différente d'instruments

Inclure les réfugiés, les populations déplacées ou déplacées de retour et les PDI dans des **évaluations représentatives de la pauvreté à l'échelle nationale** peut générer des données désagrégées qui permettent de comparer la pauvreté et le niveau de vie des déplacés à la pauvreté et au niveau de vie des communautés d'accueil. Bien trop fréquemment, les évaluations des besoins des personnes déplacées dépendent d'un échantillon restreint par sa taille et n'utilisent pas des mesures et indicateurs de vulnérabilité ou de pauvreté comparables ensuite

au niveau national. Cela limite l'utilité de ces données à des fins de ciblage et de stratégie. Étant donné le soutien qu'offre la Banque mondiale à de nombreux gouvernements afin d'établir des Enquêtes régulières sur la mesure du niveau de vie et d'autres études représentatives à l'échelle nationale, la Banque mondiale est particulièrement bien placée pour intégrer les populations déplacées dans ces instruments grâce à l'adoption, soit d'une méthodologie adaptée, soit de stratégies novatrices d'échantillonnage spécifiques aux groupes déplacés.

**La planification à l'échelle d'une zone** implique de concevoir des solutions de développement pour les camps et sites d'installation de déplacés à travers une évaluation et des connaissances de l'ensemble du contexte spatial qui fait l'objet de la planification. En Tanzanie, par exemple, l'accès à l'eau est extrêmement limité pour les résidents à long terme d'un site de réinstallation d'ex-réfugiés ; les puits et forages superficiels sont asséchés, contaminés et en mauvais état. D'un point de vue technique, il a été conseillé de rechercher une solution plus efficace en reliant les besoins en eau de ce site de réinstallation au système de recueil de données et à la planification de l'organisme gouvernemental pertinent chargé de la gestion de l'eau. Ceci n'a toutefois pas encore eu lieu parce que le site de réinstallation n'est pas considéré comme faisant partie des structures du gouvernement local et qu'il est administré à travers une disposition séparée et parallèle dans le cadre de la législation nationale sur les réfugiés.

Les interventions destinées aux personnes déplacées sont souvent financées et gérées parallèlement à la mise en œuvre des projets de développement généraux. Cela peut aboutir à la marginalisation des personnes déplacées exclues des stratégies de développement ainsi qu'à des inefficacités ; en RDC, par exemple, on a découvert que les centres de santé financés par les agences humanitaires coûtaient 47 % de plus que ceux d'un même niveau financés par le gouvernement. Dans la mesure où le financement de la Banque mondiale est canalisé à travers les systèmes gouvernementaux, elle est à même de faciliter l'expansion au profit des populations déplacées des structures, des processus et des ressources gouvernementales déjà existants. Une mesure qui peut également contribuer à travers le même processus à renforcer ces institutions.

### Opportunités et défis

À un moment où les gouvernements et les autres parties prenantes cherchent de plus

en plus à trouver des alternatives aux camps et aux solutions durables traditionnelles de retour, réinstallation et intégration locale, et à promouvoir l'autosuffisance des personnes déplacées, on constate l'émergence d'une série de défis nouveaux : pressions socioéconomiques sur les communautés d'accueil, déficit des services et des marchés du travail et du logement, le tout accompagné de tensions sociales potentielles.

Alors même que les instruments de la Banque mondiale gagnent en pertinence en ce qui concerne l'identification et l'atténuation de ces différents problèmes, l'utilisation des approches et modes de financement privilégiés par la Banque mondiale ne va pas sans difficultés et ne pourra jamais être qu'un élément d'une stratégie d'intervention plus large destinée à aider les personnes touchées par le déplacement forcé à améliorer leur existence. Pour commencer, il existe de la part des gouvernements d'accueil une réticence politique à l'idée d'emprunter et de rembourser à la Banque mondiale des fonds destinés à résoudre la situation des réfugiés, c'est-à-dire, des résidents non nationaux. Deuxièmement, il peut arriver que des gouvernements d'accueil mettent en péril des mesures en réponse au déplacement au nom de restrictions imposées par la politique du même gouvernement à l'égard des déplacés, ce qui exige une vigilance toute particulière lors des négociations. Finalement, des facteurs peuvent inciter les gouvernements à vouloir conserver les interventions humanitaires, en vue, par exemple, de maintenir l'image selon laquelle la présence des déplacés n'est que temporaire ou de conserver une injection de ressources supplémentaires.

**Joanna de Berry [jdeberry@worldbank.org](mailto:jdeberry@worldbank.org)**

Spécialiste de haut niveau en développement social, Experte de la Banque mondiale [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)

1. Banque mondiale (2016) *Georgia: transitioning from Status Based to Needs Based Assistance for IDPs*
2. Banque mondiale/UNHCR (2015) *Forced Displacement in the Great Lakes Region: A Development Approach*  
<http://hdl.handle.net/10986/21708>
3. Banque mondiale/UNHCR (2015) *Forced Displacement and Mixed Migration in the Horn of Africa*  
<http://hdl.handle.net/10986/22286>
4. Banque mondiale/UNHCR (2016) *Des observations factuelles en provenance de la Jordanie et du Liban sur le bien-être des réfugiés syriens*  
<http://hdl.handle.net/10986/23228>
5. Banque mondiale (2015) *Socioeconomic Impact of the Crisis in North Mali on Displaced People*  
<http://hdl.handle.net/10986/21868>
6. Banque mondiale (2015) *Turkey's Response to the Syrian Refugee Crisis and the Road Ahead*  
<http://tinyurl.com/WorldBank-TurkeySyria-2015>
7. Hovey G (2013) *Supporting the livelihoods of internally displaced persons in Georgia: a review of current practices and lessons learned*, Washington DC: World Bank  
<http://tinyurl.com/WorldBank-Hovey-Georgia-2013>